

ESS Gabon

Enfin le bout du tunnel !

MSM

Libreville/Gabon

AU terme d'après négociations, les 378 ex-employés de ESS Gabon ont finalement obtenu gain de cause. Sollicité pour apporter sa médiation dans le conflit les opposant à leur ancien employeur concernant les indemnités de départ, le ministre du Pétrole Pascal Houangni Ambourou a bouclé, avec succès, la seconde phase des négociations portant sur leur situation après la

cessation des activités ESS Gabon, filiale locale du leader mondial du catering, Compass. En termes d'acquis, les ex-employés s'en tirent avec une rallonge de 500 000 euros, soit près de 328 millions de francs CFA et un bonus de séparation, équivalent à neuf mois de salaires, à la fin du contrat en mai 2018. Ces acquis ont été matérialisés par la signature entre les délégués du personnel et les responsables d'ESS Gabon, d'un accord de bonne séparation, le 16 février dernier à Libre-



Photo : Maxime Mhindou

Le ministre du Pétrole, Pascal Houangni Ambourou, a réussi à désamorcer la crise à ESS Gabon.

ville. « Toutes mes interventions au sein des différentes crises dans des sociétés pétrolières, notamment à Shell Gabon, Maurel et Prom et aujourd'hui à ESS Gabon, ont été inscrites sous le sceau de facilitateur.

C'est donc une fois de plus, à la demande des délégués du personnel que je suis intervenu à ESS Gabon, pour essayer de trouver une solution à leur situation. Autrement dit, je suis tout à fait à l'aise de pouvoir communiquer aujourd'hui sur le travail que nous venons de faire ensemble avec ESS Gabon et les délégués du personnel», a indiqué le membre du gouvernement.

Il a ajouté: « la prochaine étape des négociations consiste à réunir l'ensemble des acteurs du secteur pé-

trolier, afin de voir comment ces employés qui, à partir du 1er mai, vont se retrouver au chômage, peuvent être intégrés dans chaque société. »

Interrogé sur la mise à l'écart de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep) dans les négociations, le ministre s'est voulu clair à ce sujet: « L'objectif du ministère du Pétrole n'est pas de casser l'Onep. Au contraire, notre objectif était de trouver une solution à une crise qui n'a que trop duré », a-t-il souligné.

Sodexo

Départ confirmé

MSM

Libreville/Gabon

Criblée de dettes et désormais incapable d'honorer ses engagements financiers, Sodexo, la société française spécialisée dans la restauration a annoncé, à travers un communiqué de presse paru le 10 février dernier, la liquidation de tous ses biens ainsi que son départ définitif du Gabon. Après 40 ans de présence au Gabon, les locaux de la société Sodexo situés à



Photo : SNN

Les agents de Sodexo en réflexion sur leur triste sort.

Libreville, Port-Gentil et Franceville, vont être libérés des effets de l'entreprise, et soumis à une

liquidation dont les termes des enchères sont actuellement en étude, et mis sous l'autorité de Me Roger Valère Moussadji et le Vice-président du tribunal de Première instance de Port-Gentil. Cette décision qui fait suite au jugement répertorié sous le N° 10/2017-

2018 rendu par le tribunal de Première instance de Port-Gentil, vient irrémédiablement sceller le sort d'une entreprise qui était longtemps destinée à la fermeture depuis mars 2017. Les anciens employés de la société ne savent plus à quel saint se vouer

pour entrer dans leurs droits, eux qui avaient entamé un bras de fer contre la direction sans avoir gain de cause. Au total, ce sont plus de 620 mères et pères de famille qui perdent leur moyen de subsistance à travers la fermeture de cette structure.

Marché continental de la réassurance
La SCG-Ré à Kigali pour construire son ambition africaine

I. M'B.

Libreville/Gabon

DANS le cadre de son plan de développement stratégique à l'horizon 2022, la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) a l'ambition de se hisser dans le Top 10 des leaders de la réassurance en Afrique. En prenant part au récent conclave de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (Fanaf), récemment organisé Kigali au Rwanda, le premier réassureur gabonais visait à présenter ses offres faites aux clients potentiels, tisser des partenariats avec les cédantes présentes, en vue de renforcer les capacités des sociétés d'assurance localement ou dans la zone CIMA (Conférence inter-africaine du marché des assurances). La participation de la SCG-Ré à cette session de la Fanaf visait aussi à renfor-



Photo : D.R

Andrew Gwodock, ADG de SCG-Ré, et M. Ekoroh Ndo, responsable réassurance à Ogar Assurances.

cer les compétences des employés, en prenant part à différents séminaires. Les participants gabonais se sont imprégnés des dernières tendances du moment en matière d'assurance. Notamment l'optimisation de la rentabilité des assureurs, les opportunités que présente le marché africain et les nouveaux métiers de l'assurance. Mais, surtout, la tendances technologiques qui bouleversent le marché et la blockchain. Des inno-

vations qui doivent contraindre les autorités locales de l'assurance à réactualiser le cadre juridique. Cette session a regroupé près de 800 participants, dont une forte délégation gabonaise de plus d'une trentaine de membres, comprenant aussi bien l'administration publique, dont la Direction nationale des assurances, que les directeurs généraux des compagnies privées d'assurance et de réassurance.



COMMUNIQUÉ AUX PARTENAIRES

En vue de bancariser le paiement des prestations de santé et de services, le Directeur Général de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) invite l'ensemble de ses partenaires de bien vouloir tenir à la disposition de la Caisse, le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) comportant l'entête de la banque domiciliaire, au plus tard le 28 février 2018, par courriel à agencecomptable@cnamgs.ga ou aux endroits ci-après :

- Agence Comptable, situé au 2^{ème} étage du siège social;
- délégations provinciales.

Fait à Libreville, le 16 février 2018

Le Directeur Général

Renaud ALLOGHO AKOUE



Echangez avec nous sur [facebook/cnamgs](https://www.facebook.com/cnamgs)



La solidarité a un sens

